

# SENATO DELLA REPUBBLICA

XI LEGISLATURA

Doc. XII-bis  
N. 44

## RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'ATLANTICO DEL NORD

APPROVATA NELLA SEDUTA DI GIOVEDÌ 21 OTTOBRE 1993

Risoluzione 247

su la solidarietà euro-atlantica  
in un'epoca di radicali trasformazioni (\*)

*Annunziata il 22 dicembre 1993*

L'ASSEMBLÉE,

1. Animée par la conviction que la présence de zones de sécurité inégales ou de sphères de coercition dans la région de la CSCE ne saurait être à nouveau tolérée;

2. Considérant la reconnaissance solennelle par l'Alliance du caractère indivisible de la sécurité en Europe, mais préoccupée par l'absence de position collective claire de l'Alliance au sujet des nouveaux membres;

3. Convaincue que l'Alliance, depuis longtemps attachée à l'établissement d'un ordre de paix juste et durable en Europe, dispose d'un potentiel unique pour réaliser cet objectif capital et urgent, et que ses fonctions clés traditionnelles de défense collective, de consultation en matière de sécurité et de maintien du lien transatlantique, bien que toujours vitales, doivent être élargies en réponse à des nouveaux défis;

4. Reconnaissant que, pour que l'opinion publique, de part et d'autre de l'Atlantique, garde son soutien à l'OTAN et que soit maintenue la cohésion de l'Alliance, celle-ci doit s'adapter fondamentalement au nouveau contexte de sécurité qui prévaut dans la région de la CSCE;

(\*) Présentée en séance plénière par M. Bruce George (Royaume-Uni), rapporteur du Groupe d'étude présidentiel sur l'Amérique et l'Europe.

5. Consciente que la crédibilité et la transparence de l'Alliance sont essentielles si l'on veut améliorer la compréhension et renforcer le soutien des parlements et de l'opinion publique;

6. Considérant, conformément aux conclusions des sessions ministérielles de l'Alliance à Oslo et Bruxelles, que l'Alliance pourrait être appelée à agir pour des opérations de maintien de la paix, sous l'autorité politique des Nations unies ou de la CSCE;

7. Observant que tous les membres associés de l'Assemblée ont déjà pris d'importantes initiatives en vue d'établir des relations plus étroites avec l'OTAN, y compris dans le domaine militaire, et en planifiant des opérations communes avec les pays membres de l'OTAN en matière de maintien de la paix et de rétablissement de la paix;

8. Mettant en garde contre les tendances actuelles à la réduction des forces et des budgets militaires et contre le manque actuel de coordination dans la restructuration des forces, qui risquent de sérieusement mettre à mal l'efficacité de l'Alliance dans son ensemble;

9. Appuyant la politique du président Eltsine se traduisant par l'engagement de poursuivre les réformes démocratiques en Russie et de tenir des élections parlementaires libres en décembre 1993;

10. Souscrivant à l'expérience pacifique de la Lituanie dans la résolution de situations de crise au travers de négociations supervisées par les organisations internationales, et convaincue qu'il s'agira là d'une première étape visant à assurer un développement démocratique et économique normal dans la région de la mer Baltique et sur la voie du retrait des forces militaires étrangères stationnées en Lettonie et en Estonie;

11. Consciente du fait que la prolifération effrénée d'armes de destruction mas-

sive et de leurs moyens de mise en oeuvre, aggravée par le risque de perte du contrôle total de l'armement, des technologies et de l'expertise nucléaires dans l'ex-Union soviétique, constitue une grave menace pour la sécurité de la Communauté euro-atlantique;

12. Réaffirmant l'engagement de l'Assemblée en faveur du processus démocratique en Europe centrale et orientale et dans l'ex-Union soviétique;

13. Invite instamment les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance atlantique:

a) à adopter officiellement, lors du prochain sommet de l'OTAN, les nouvelles missions suivantes parmi les fonctions clés de l'Alliance:

i. la prévention et la gestion des crises sous l'autorité du Conseil de sécurité des Nations unies ou de la CSCE dans les cas qui, en vertu d'un consensus de l'Alliance, revêtent une importance certaine pour tous ses membres; et

ii. la réduction des risques dans l'ancien Pacte de Varsovie via une coopération active à la transformation de ces sociétés, afin d'empêcher le retour en Europe du nationalisme agressif, de l'intolérance, des ambitions territoriales et du totalitarisme.

b) à adapter en conséquence l'activité de l'Alliance, notamment par les mesures suivantes:

i. réviser le Concept stratégique de l'Alliance adopté en 1991 en se fixant pour but l'élaboration d'un nouveau document qui préciserait aussi bien les objectifs politiques de l'OTAN que les moyens à mettre en oeuvre pour permettre à l'Alliance de remplir ses nouvelles missions. Ce document servirait à orienter les débats et décisions des gouvernements et parlements des pays membres;

ii. assurer la participation aussi complète que possible de tous les Alliés aux tâches politiques et militaires de

l'OTAN ainsi qu'à ses charges financières et procéder à une redistribution équilibrée du pouvoir et de la capacité d'agir entre les deux piliers qui composent l'Alliance, à savoir l'Amérique du Nord et l'Europe tout en préservant son unité;

iii. donner à l'opinion et aux parlements une information appropriée, à partir des rapports des gouvernements nationaux sur la mise en oeuvre des politiques et l'arsenal de défense de l'OTAN, afin de promouvoir au mieux la transparence;

iv. accélérer l'institution de relations de travail appropriées avec les autres organisations qui jouent un rôle en matière de sécurité européenne et éviter les doubles emplois en recourant, le cas échéant, aux procédures établies de l'OTAN en matière de commandement et de contrôle, étant entendu que celle-ci reste l'enceinte responsable au premier chef de la sécurité de ses membres et de la projection de la stabilité en dehors de l'Alliance;

v. renforcer la relation transatlantique par la création d'une nouvelle enceinte baptisée Conseil de coopération économique transatlantique qui rassemblerait l'Amérique du Nord et les Communautés européennes et aurait pour mission de promouvoir la compréhension mutuelle, de résoudre les différends et d'approfondir le partenariat commercial;

vi. instaurer un Code d'éthique de la défense consignait l'ensemble des règles fondamentales à suivre pour éliminer les obstacles à un commerce de défense à la fois libre et ouvert entre les alliés;

vii. poursuivre et développer, en ce qui concerne les pays d'Europe centrale et orientale, les activités opérationnelles communes prévues au sein des forums du Conseil de coopération nord-atlantique en modifiant radicalement l'orientation du CCNA vers des formes de plus en plus concrètes de coopération, qu'il s'agisse de la mise en oeuvre des accords de maîtrise des armements, du contrôle des retraits de troupes, de la lutte contre la prolifération, de la conver-

sion des industries de défense, des relations entre civils et militaires, de la participation à des programmes de surveillance aérienne et au sol, des différents types d'aide à apporter aux Etats dans la résolution de leurs problèmes de désarmement et de l'exécution de missions de prévention des conflits et de maintien de la paix;

viii. encourager vivement les membres du CCNA à veiller au renouvellement du Traité de non-prolifération et à l'application par les parties concernées des Traités START, et étudier toutes les possibilités de collaboration afin d'endiguer la prolifération d'armes non conventionnelles ainsi que celle des technologies et de l'expertise liées à ce type d'armement;

ix. créer, à l'OTAN, un poste de niveau élevé doté d'un encadrement politique et militaire spécialisé qui superviserait les activités du CCNA afin d'assurer la gestion centrale de ses activités, encore inexistante;

x. offrir aux pays européens traditionnellement neutres le statut d'observateur auprès du Conseil de coopération nord-atlantique;

xi. lancer un programme actif d'ouverture sur la rive méridionale du bassin Méditerranéen, lequel pourrait faciliter le dialogue et la coopération en vue d'améliorer la stabilité régionale;

xii. soutenir le Secrétaire Général de l'OTAN dans l'exercice discrétionnaire de ses bons offices afin d'améliorer les relations de travail entre l'OTAN et la CSCE et l'ONU, notamment par une présence permanente de l'OTAN au sein de la CSCE;

c) et plus particulièrement à:

i. projeter l'image d'une Alliance élargie adhérant à un concept de sécurité européenne et internationale plus étendu;

ii. énoncer les modalités d'accession à l'Alliance à l'intention des Etats européens ayant établi des démocraties

stables à économie de marché et manifesté clairement leur adhésion aux principes contenus dans la Charte de Paris de la CSCE et celle de l'Atlantique Nord; ces modalités prendraient en compte l'appartenance de ces pays à d'autres organisations ouest-européennes;

iii. élaborer des procédures permettant de concrétiser ces accessions dans un délai bien déterminé. et précisant dès lors la durée des étapes initiale et intermédiaire où seraient noués des rapports d'association devant déboucher sur une appartenance de plein droit à l'Alliance;

iv. faire en sorte que de telles mesures donnent à l'ensemble des Etats européens l'assurance qu'une Alliance élargie, loin d'opposer une menace d'agression à un quelconque Etat, renforcera au contraire la sécurité de tous les Européens;

14. INVITE instamment les Etats participant à la CSCE:

a) à convenir avant la quatrième réunion du Conseil de la CSCE qui aura lieu à Rome en novembre-décembre 1993:

i. de s'entendre sur un accord de base reposant sur des éléments clés du programme d'action immédiate en cours de négociation au Forum pour la sécurité et la coopération, notamment des mesures de stabilisation en cas de situation de crise et de s'en remettre plus souvent aux possibilités qu'offre ce forum comme cadre de discussion et de règlement des problèmes de sécurité au niveau régional;

ii. d'envisager des moyens susceptibles d'améliorer les capacités de la CSCE en matière de diplomatie préventive, en renforçant notamment les structures opérationnelles et l'aptitude du Centre de prévention des conflits à entreprendre une analyse des risques;

b) à adopter avant la cinquième Conférence-bilan qui se tiendra à Budapest en 1994, un code fondamental de conduite en matière de sécurité.

**N. B. Traduzione non ufficiale****Risoluzione 247**  
**su la solidarietà euro-atlantica**  
**in un'epoca di radicali trasformazioni (\*)**

L'ASSEMBLEA,

1. Basandosi sulla convinzione che non possano essere più tollerate zone di sicurezza diseguale ovvero sfere di coercizione nell'area della CSCE;

2. Considerando il solenne riconoscimento, da parte dell'Alleanza, dell'indivisibilità della sicurezza in Europa, ma preoccupata dall'assenza di una chiara posizione collettiva dell'Alleanza in merito ai nuovi membri;

3. Convinta che l'Alleanza, da molto tempo impegnata nell'instaurazione di un ordine di pace giusto e duraturo in Europa, disponga di un potenziale unico nel suo genere per conseguire questo obiettivo fondamentale e prioritario, e che le sue tradizionali funzioni fondamentali di difesa collettiva, di consultazione in tema di sicurezza e di mantenimento del legame transatlantico, benché sempre vitali, debbano essere ampliate per far fronte alle nuove sfide;

4. Riconoscendo che, perché l'opinione pubblica, da entrambe le sponde del-

l'Atlantico, conservi il proprio sostegno alla NATO e affinché sia mantenuta la coesione dell'Alleanza, quest'ultima deve adeguarsi in modo sostanziale al nuovo contesto della sicurezza che sta delineandosi nella regione della CSCE;

5. Consapevole che la credibilità e la trasparenza dell'Alleanza sono essenziali se si vuole migliorare la comprensione e rafforzare il sostegno da parte dei parlamenti e dell'opinione pubblica;

6. Considerando, conformemente alle conclusioni delle sessioni ministeriali dell'Alleanza ad Oslo e Bruxelles, che l'Alleanza potrebbe essere chiamata ad agire per operazioni di mantenimento della pace, sotto l'autorità politica della Nazioni Unite o della CSCE;

7. Osservando che tutti i membri associati dell'Assemblea hanno già preso importanti iniziative per stabilire più strette relazioni con la NATO, anche in campo militare, programmando altresì operazioni comuni con i Paesi membri della NATO in materia di mantenimento e di ripristino della pace;

8. Mettendo in guardia dalle attuali tendenze alla riduzione delle forze e dei bilanci militari e dall'attuale mancanza

(\*) Presentata da Bruce GEORGE (Gran Bretagna) relatore del Gruppo di Lavoro presidenziale su America e Europa.

di coordinamento nella ristrutturazione delle forze, e dal conseguente rischio di compromettere seriamente l'efficacia dell'Alleanza nel suo complesso;

9. Appoggiando la politica del Presidente Eltsin che si traduce in un impegno a portare avanti le riforme democratiche in Russia e ad indire libere elezioni parlamentari nel dicembre 1993;

10. Sottoscrivendo l'esperienza pacifica della Lituania nella risoluzione di situazioni di crisi attraverso negoziati controllati dalle organizzazioni internazionali, e convinta che sarà, questa, una prima tappa volta a garantire un normale sviluppo democratico ed economico nella regione del Mar Baltico, sulla via del ritiro delle forze militari straniere di stanza in Lettonia ed Estonia;

11. Consapevole del fatto che la sfrenata proliferazione di armi di distruzione di massa e dei relativi vettori, aggravata dalla pericolosa eventualità di una perdita del controllo assoluto sugli armamenti, le tecnologie e le competenze nucleari nell'ex Unione Sovietica, costituisce una grave minaccia alla sicurezza della Comunità euro-atlantica;

12. Ribadendo l'impegno dell'Assemblea a sostegno del processo democratico in Europa centrale ed orientale e nell'ex Unione Sovietica;

13. Sollecita i governi ed i parlamenti dei Paesi membri dell'Alleanza atlantica a:

a) inserire ufficialmente, in occasione del prossimo vertice della NATO, i nuovi seguenti compiti fra le funzioni fondamentali dell'Alleanza:

i. la prevenzione e la gestione delle crisi sotto l'autorità politica del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite o della CSCE in quei casi che l'Alleanza, deliberando per consenso, ritenga di importanza certa per tutti i suoi membri; e

ii. la riduzione dei rischi nell'ex Patto di Varsavia tramite una fattiva cooperazione alla trasformazione di tali società, onde impedire il ritorno in Europa del nazionalismo aggressivo, dell'intolleranza, delle ambizioni territoriali e del totalitarismo.

b) adeguare, di conseguenza, l'attività dell'Alleanza, segnatamente mediante le seguenti misure:

i. rivedere il Concetto strategico dell'Alleanza adottato nel 1991, dandosi per obiettivo l'elaborazione di un nuovo documento che precisi sia gli obiettivi politici della NATO che i mezzi da mettere in opera per consentire all'Alleanza di adempiere ai suoi nuovi compiti. Tale documento servirebbe ad orientare i dibattiti e le decisioni dei governi e dei parlamenti dei paesi membri;

ii. garantire la partecipazione più completa possibile di tutti gli Alleati ai compiti politici e militari della NATO nonché ai suoi oneri finanziari e procedere ad una ridistribuzione equilibrata del potere e della capacità di agire fra i due pilastri costitutivi dell'Alleanza, il Nord America e l'Europa, preservandone al contempo l'unità;

iii. dare all'opinione pubblica ed ai parlamenti un'informazione adeguata, a partire dalle relazioni dei governi nazionali sull'attuazione delle politiche e dei piani di difesa della NATO, onde promuovere nel migliore dei modi la trasparenza;

iv. accelerare l'istituzione di opportune relazioni di lavoro con le altre organizzazioni che svolgono un ruolo in materia di sicurezza europea ed evitare le duplicazioni ricorrendo, se del caso, alle procedure invalse nella NATO in materia di comando e controllo, fermo restando che la NATO continua ad essere il consesso responsabile in prima istanza della sicurezza dei suoi membri e della proiezione della stabilità al di là dei confini dell'Alleanza;

v. rafforzare i rapporti transatlantici mediante la creazione di un nuovo consesso denominato Consiglio transatlantico di cooperazione economica che colleghi il Nord America e le Comunità europee ed abbia il compito di promuovere la reciproca comprensione, di dirimere le controversie e di approfondire la cooperazione commerciale;

vi. adottare un Codice di etica della difesa che sancisca il complesso delle norme fondamentali da seguire per rimuovere gli ostacoli ad un libero ed aperto interscambio fra gli Alleati nel settore della difesa;

vii. proseguire e sviluppare, per quanto riguarda i Paesi dell'Europa centrale ed orientale, le attività operative comuni previste nell'ambito dei Forum del NACC, modificando radicalmente l'orientamento del Consiglio di cooperazione Nord Atlantico verso forme sempre più concrete di cooperazione, con particolare riguardo all'attuazione degli accordi per il controllo degli armamenti, alla supervisione sul ritiro delle truppe, alla lotta alla proliferazione, alla conversione delle industrie belliche, alle relazioni fra civili e militari, alla partecipazione a programmi di sorveglianza aerea e terrestre, ai vari tipi di aiuto da fornire agli Stati nella soluzione dei loro problemi di disarmo e all'attuazione di missioni di prevenzione dei conflitti e di mantenimento della pace;

viii. incoraggiare fermamente i partner del NACC a garantire il rinnovo del Trattato di non proliferazione e l'applicazione da parte degli interessati dei Trattati START, e a esaminare tutte le possibilità di collaborazione per contenere la proliferazione di armi non convenzionali e delle relative competenze tecniche;

ix. istituire, in seno alla NATO, un incarico di alto livello, dotato di adeguato personale di supporto politico e militare, per assicurare la supervisione e la gestione a livello centrale — attualmente assente — delle attività del NACC;

x. offrire ai Paesi europei tradizionalmente neutrali lo *status* di osservatore presso il Consiglio di cooperazione nord atlantico;

xi. varare un attivo programma di apertura verso la sponda meridionale del bacino Mediterraneo, il quale potrebbe contribuire ad agevolare il dialogo e la cooperazione e con ciò stesso rafforzare la stabilità regionale;

xii. sostenere il Segretario Generale della NATO nell'esercizio discrezionale dei suoi buoni uffici onde migliorare le relazioni di lavoro fra la NATO e la CSCE e l'ONU, in particolare mediante una presenza permanente della NATO in seno alla CSCE;

c) ed in particolare a:

i. proiettare l'immagine di un'Alleanza allargata che aderisca ad un più vasto concetto di sicurezza europea ed internazionale;

ii. enunciare le modalità di adesione all'Alleanza da parte degli Stati europei che abbiano creato democrazie stabili ad economia di mercato e che abbiano manifestato chiaramente la propria adesione ai principi contenuti nella Carta di Parigi della CSCE e in quella dell'Atlantico del Nord; tali modalità prenderebbero in considerazione l'appartenenza di tali, Paesi ad altre organizzazioni dell'Europa occidentale;

iii. elaborare procedure che consentano di concretizzare tali adesioni entro tempi ben determinati, precisando quindi la durata della fase iniziale ed intermedia in cui verrebbero allacciati rapporti di associazione che dovrebbero sfociare in un'appartenenza all'Alleanza con pienezza di diritti;

iv. far in modo che tali misure offrano al complesso degli Stati europei la garanzia che un'Alleanza allargata, lungi dal costituire una minaccia di aggressione a qualsivoglia Stato, rafforzerà al contrario la sicurezza di tutti gli Europei;

14. Sollecita gli Stati partecipanti alla CSCE a:

a) trovare un'intesa, prima della quarta riunione del Consiglio della CSCE che avrà luogo a Roma nel novembre-dicembre 1993, sul fatto di:

i. addivenire ad un accordo base che poggi su elementi fondamentali del programma di azione immediata in via di negoziazione presso il *Forum* per la sicurezza e la cooperazione, con particolare riguardo a misure di stabilizzazione in caso di crisi, e di ricorrere con maggiore frequenza alle possibilità offerte da

tale *Forum* come cornice di discussione e composizione dei problemi della sicurezza a livello regionale;

ii. prendere in considerazione mezzi in grado di migliorare le capacità della CSCE in tema di diplomazia preventiva, rafforzando in particolare le strutture operative e l'idoneità del Centro di prevenzione dei conflitti ad intraprendere un'analisi dei rischi;

b) adottare prima della quinta Conferenza-Bilancio che si terrà a Budapest nel 1994, un codice fondamentale di condotta in materia di sicurezza.